

Synthèse du projet d'avis n°3 du Pacte d'Excellence – version 2 décembre 2016

Où en est le Pacte d'excellence ?

- Les membres du groupe central (PO, acteurs de l'école, syndicats, fédérations de parents) vont présenter ce projet à leurs instances en **janvier 2017**. Si c'est avalisé par la base, la version définitive sera transmise à la Ministre de l'Education et au comité d'accompagnement du Pacte et sera ensuite soumise à l'aval du gouvernement.
- Au niveau syndical, c'est plutôt « non au pacte, sauf si... » pour l'instant (crainte de grosses pertes d'emploi, notamment pour l'enseignement de qualification).
- Mise en place ensuite du plan d'actions.
- Le timing actuel : le nouveau système débutera en **septembre 2019 ou septembre 2020**.

Ce qui va changer dans un premier temps :

- Le renforcement de **l'enseignement maternel** : plus d'emplois, un référentiel, des liens avec les parents pour encourager la fréquentation, **sans obligation scolaire** pour l'instant.
- La mise en place **d'un tronc commun** pluridisciplinaire et polytechnique de 3 ans à 15 ans. Pas d'orientation des jeunes avant 15 ans. Le programme sera identique pour tous dans les 7 domaines d'apprentissage. Ensuite, ils auront le choix entre une filière qualifiante (accès à un métier) ou une filière de transition (accès aux études supérieures) après avoir réussi une épreuve certificative.
- La **remédiation sera organisée au sein des écoles**.
- L'objectif est de **diminuer de 50 % le redoublement d'ici 2030** (remarque : le taux de redoublement est énorme en FWB : 48%, contre 24% en Flandre et 13 % en Europe).

Quelles sont les propositions au niveau des rythmes scolaires ?

La **modification du rythme scolaire**, tant de la journée que de l'année, n'est pas à l'ordre du jour et fera l'objet d'une **étude de faisabilité approfondie**.

Les propositions sont identiques à l'avis 2, à savoir :

Pour la journée :

- Allonger la journée d'1h à 1h 30 pour y **intégrer « une large part des travaux à domicile et des activités extrascolaires »** (p.289)
- Ne pas commencer avant 8h30.
- Mener une réflexion sur l'organisation des séquences de cours en fonction des rythmes de l'enfant.

- Étudier **l’instauration d’un temps parascolaire dans la journée scolaire pendant lequel des activités culturelles, artistiques, citoyennes, sportives seront organisées par des acteurs extérieurs.**
- Réduire le temps de transport des élèves de l’enseignement spécial.

Pour l’année :

Répartir l’année en 7 semaines de cours suivies de 2 semaines de congé et adapter en conséquence les vacances d’été, en privilégiant le principe des semaines complètes.

Et les EDD ?

Le secteur EDD n’apparaît pratiquement pas dans le document.

Les écoles de devoirs sont citées deux fois dans l’avis numéro 3 (p.260 – p.278)

Dans l’axe stratégique 4 (lutte contre l’échec scolaire), un chapitre concerne la réforme des CPMS. Dans ce cadre, les Edd sont citées comme faisant partie des témoins du monde extrascolaire de la dégradation galopante des relations écoles-familles (p.260).

Dans l’axe stratégique 5 (école plus ouverte et bien-être de l’enfant), le pacte prévoit que l’école sera amenée à développer les activités extrascolaires, en nouant des partenariats avec d’autres secteurs, sportif, culturel, de l’aide à la jeunesse et des écoles de devoirs (p.278).

Pour ceux qui veulent aller plus loin : résumé de l’avis n°3

Quatre convictions fortes :

L’école doit impérativement évoluer, il faut un système plus équitable et plus efficace pour donner à tous les enfants les atouts pour s’engager dans la vie, en tirant chacun vers le haut.

Le pacte sera un processus systémique et donc complexe. Si les accords sont pris après ce 3^{ème} avis, il restera à tout opérationnaliser. Il n’est pas question d’isoler une mesure par rapport aux autres.

Le pacte s’inscrit dans un **cadre réaliste** et tiendra compte des équipes éducatives sur le terrain. Le tout dans le cadre budgétaire de la FWB. Budget : 300 millions d’euros, dont 230 à 250 millions financés par des réorientations du budget actuel.

On ne peut réformer durablement qu’avec **l’adhésion de ses acteurs**. L’avis 3 est le résultat d’une co-construction via des groupes de travail constitués de gens de terrain et d’experts, ainsi que des élèves. Mais ce n’est pas encore suffisant et les personnes engagées dans le groupe central du Pacte (syndicats, pouvoirs organisateurs, acteurs de l’école, fédérations de parents, ...) vont continuer à impliquer au mieux leurs membres.

Cinq axes stratégiques :

Axe 1 : renforcement de l'enseignement maternel, mise en place d'un tronc commun polytechnique et pluridisciplinaire, cadre d'apprentissage révisé et renforcé.

Pour le maternel :

- élaboration d'un référentiel
- renforcement de la qualité de l'accueil : favoriser la fréquentation régulière par les enfants, développer les partenariats avec les parents, soutenir la réussite par la détection précoce des difficultés d'apprentissage.
- amélioration de l'encadrement (1100 personnes supplémentaires).

Mise en place d'un tronc commun de la première maternelle à la 3^{ème} secondaire.

Objectif : acquérir les savoirs fondamentaux et des compétences pour former des citoyens ouverts sur le monde.

Sept domaines d'apprentissage composent le tronc commun redéfini sur une base polytechnique et pluridisciplinaire :

- 1 / la langue (maternelle – modernes et anciennes)
- 2/ l'expression artistique
- 3/ math, sciences, technologies
- 4/ sciences humaines et sociales, philo et citoyenneté
- 5/ activités physiques, sport, bien-être
- 6/ créativité, engagement et esprit d'entreprendre
- 7/ apprendre à apprendre et poser des choix.

Un nouveau dispositif sera mis en place, dit RCD : remédiation, consolidation, dépassement. Ce système permettra la différenciation dans l'approfondissement en fonction du rythme de chacun.

Les sept domaines d'apprentissage se déploient tout au long du tronc commun, selon une intensité progressive et variable selon les années.

Le tronc commun prévoit également un cours de deuxième langue pour tous dès la 3^{ème} primaire.

Quelles sont les conditions de mise en œuvre du tronc commun :

- le renforcement de la maîtrise du français.
- la gestion d'une plus grande hétérogénéité des classes. Remédiation à l'école selon des modalités à déterminer.

- la réduction du redoublement en mettant en place une évaluation formative, et une réaction pédagogique adaptée.
- une approche éducative de l'orientation : apprendre aux jeunes à mieux se connaître.

Au terme du tronc commun, les élèves seront soumis à une évaluation externe certificative portant sur les 7 domaines d'apprentissage. Ensuite, il aura le choix entre deux filières : transition (vers les études supérieures) et qualification (accès à un métier).

Au menu du tronc commun également : le numérique (apprendre le numérique – apprendre par le numérique) et la mise en place d'un PECA (parcours d'éducation culturelle et artistique).

Axe 2 : contractualiser le pilotage du système éducatif, augmenter le leadership pédagogique des directeurs et valoriser l'enseignant.

Cela implique :

- De définir les objectifs généraux du système autour de l'efficacité, l'efficience et l'équité.
- D'établir un plan de pilotage par établissement, avec des objectifs spécifiques
- Le DCO (délégué aux contrats d'objectifs) assurera le dialogue entre l'établissement scolaire et l'administration.
- Des indicateurs seront déterminés.
- Reconnaissance des fédérations de pouvoirs organisateurs
- Renforcement de l'autonomie des directions
- Redéfinition du rôle de l'inspection
- Promotion de l'innovation pédagogique.

Le système prévoit une diminution des charges administratives (centralisées) pour les directeurs.

Le métier d'enseignant doit également évoluer, le pacte prévoit diverses mesures : la réforme de la formation initiale – le renforcement de la formation continue – le soutien aux enseignants débutants – la possibilité d'une carrière modulable – l'évaluation (formative) des équipes pédagogiques et des enseignants.

Axe 3 : faire du parcours qualifiant une filière d'excellence.

Cet axe concerne les jeunes de plus de 15 ans, après le certificat de tronc commun.

Axe 4 : mixité et l'école inclusive, lutte contre l'échec, le décrochage et le redoublement.

La réduction de l'échec et du redoublement est un objectif essentiel du pacte.

Objectifs :

- réduire de 50% le redoublement d'ici 2030.

- Réduire le taux de décrochage de 50% également d'ici 2030.

Remarque : dans les pays de l'OCDE, le taux d'élèves de 15 ans ayant redoublé au moins une fois est de 13% (en 2012), alors qu'il est de 48% en FWB et de 27% en région flamande.

Comment ?

- Par une pédagogie de la différenciation et de la remédiation
- Par une action coordonnée des différents acteurs pour lutter contre le décrochage (surtout PMS)
- Par un dialogue avec les parents
- Par l'innovation pédagogique, via les supports numériques.

Un plan de lutte contre le décrochage sera mis en place, qui passera par la redéfinition des rôles et missions de chacun (PMS – SAS), et la révision des procédures d'exclusion.

Une **réforme profonde de l'enseignement spécialisé** est également au programme : l'objectif sera d'inclure ou maintenir un maximum d'enfants à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire. Objectif : revenir en 2030 aux chiffres de l'enseignement spécial de 2004. Cela passera également par une réforme des PMS.

Le soutien à l'égard des établissements à fort écart de performance sera renforcé. (50 établissements soutenus par an.)

Un **ISE (indice socio-économique)** par individu sera adopté. En fonction de ce critère, les soutiens aux établissements seront organisés.

La **mixité sociale** sera encouragée (le décret inscription sera évalué).

Un **programme d'accompagnement et de remédiation des primo-arrivants** et des élèves allophones sera renforcé. Les moyens humains et financiers seront renforcés via divers dispositifs comme le DASPA : dispositif d'accueil et d'adaptation des élèves primo-arrivants ou les ALE : cours d'adaptation à la langue de l'enseignement.

Axe 5 : une école plus accessible, plus ouverte et mieux adaptée au bien-être de l'enfant.

Cela passe par :

- Une amélioration des infrastructures
- Des conseillers en prévention seront engagés.
- Le renforcement du sport
- **L'accès aux activités extrascolaires et citoyennes sera favorisé.**
- **Les rythmes scolaires seront redéfinis, pour le bien-être des enfants, après une étude de faisabilité approfondie, tant pour la modification de la journée que pour la répartition des périodes de cours sur l'année.**
- Arriver progressivement à une **gratuité complète de l'école.**

- Renforcer la démocratie scolaire en impliquant tous les acteurs, y compris l'extra-scolaire (on parle ici plutôt de l'ATL).